

## PRÊTS POUR UN NOUVEAU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



# CCIC

CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

RAPPORT ANNUEL 2014-2015



**MISSION :**

Le CCCI est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

**TABLE DES MATIÈRES :**

<b>01</b>	<b>2014-2015 EN CHIFFRES</b>	<b>09</b>	<b>LES COALITIONS : UN MOTEUR DE COOPÉRATION ET D'ACTION</b>	<b>11</b>	<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PERSONNEL</b>
<b>02</b>	<b>AVANT-PROPOS</b>				
<b>04</b>	<b>LE CCCI EN ACTION : 2014-2015</b>	<b>10</b>	<b>ORGANISATIONS MEMBRES DU CCCI EN 2014-2015</b>	<b>12</b>	<b>ÉTATS FINANCIERS</b>
<b>07</b>	<b>GROUPES DE TRAVAIL AVEC UNE PERSPECTIVE RÉGIONALE</b>				

**2014-2015 EN CHIFFRES :**

73 membres du CCCI

60 allocutions publiques

4 nouveaux membres

Actif dans 17 coalitions

52 mentions dans  
les médias

8 webinaires

12 lettres d'opinion

15 articles publiés sur  
le blogue du CCCI

700 abonnés à notre  
e-bulletin mensuel  
Flash!

2000 abonnés sur  
Twitter

7 rapports et documents

14 événements de  
formation

9 employés

2000 supporteurs sur  
Facebook

## AVANT-PROPOS

L'année 2014-15 a été passionnante en termes de changements pour notre communauté – tant au CCCI que pour ses membres. Le secteur de la coopération et du développement international change rapidement. Ce qui est clair dans les exemples cités ci-dessous est la présence constante du CCCI à chaque étape de cette transformation. Comment?

Premièrement, nous faisons face et répondons à des défis et changements nationaux et mondiaux via la réflexion, l'analyse et l'action collective. Cette année, le CCCI est devenu le centre national de *Beyond 2015*, une campagne mondiale de 1 300 organisations qui visent à façonner le nouveau programme de développement suite aux Objectifs du millénaire pour le développement échus en 2015.

Afin de souligner cette année cruciale pour la population mondiale et la planète, nous avons lancé la campagne *On peut faire mieux 2015* au Forum des leaders en février. Nous demandons un plus grand leadership en vue d'un monde durable et pacifique de la part de l'ensemble des partis politiques du Canada et la population. Nous avons profité de l'occasion pour rencontrer des stratèges politiques et les trois principaux partis afin de discuter de l'après-2015 et du besoin de leadership sur les trois enjeux de la campagne, soit les inégalités, les changements climatiques et les droits des femmes. La campagne a grandement influencé notre travail en cette année électorale.

L'analyse effectuée par le CCCI et la reconnaissance dont elle jouit en tant que voix clé pour le secteur ont entre autres contribué à l'adhésion de quatre nouveaux membres du Conseil en 2014! Afin d'être plus réactif aux besoins des membres et d'en recruter de nouveaux, nous avons créé un poste dédié à la mobilisation des membres. Nous avons également développé un Plan d'action en matière de suivi et d'évaluation afin d'améliorer notre travail selon les commentaires des membres.

Deuxièmement, nous nous adaptons à ces changements en appuyant le partage et l'amélioration des connaissances au sein de la communauté afin de demeurer un acteur fort et pertinent. Cela comprend plusieurs événements d'apprentissage et webinaires afin de consolider la capacité du secteur. En mai, nous avons collaboré avec le Regroupement des professionnels canadiens en développement international (RPCDI) dans l'organisation d'un *forum conjoint sur la redéfinition des partenariats en matière de développement*. Ce forum a rassemblé plus de 300 participants de la communauté de développement international pour les Journées de la coopération internationale – un événement marquant cette année pour notre communauté. En novembre, nous avons aussi organisé une conférence avec plus de 20 coalitions canadiennes pour identifier les synergies et les fossés quant à notre travail en recherche, en analyse politique et en partage de connaissances et avons lancé un *rapport de recherche* qui résume les résultats.

Le partage de connaissances se fait même sentir dans notre nouvel environnement de travail. L'équipe du CCCI a déménagé dans de nouveaux bureaux en septembre 2014, aux côtés d'Oxfam Canada, de RÉSULTATS Canada, de Plan Canada, de la Coalition humanitaire ainsi que d'organisations similaires, et tout cela, dans un immeuble lumineux, ouvert et certifié écologique. En plus du partage de ressources et d'idées, ce déménagement aura un impact positif sur le budget de l'organisation.

Finalement, nous avons développé et proposé un rôle proactif et engagé de la société civile dans le cadre d'un futur programme de développement. Nous avons lancé cette année une mise à jour de notre rapport de 2012 sur les impacts des nouveaux mécanismes de financement du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAÉCD) sur les organisations de la société civile (OSC) canadiennes. Les résultats étaient peu encourageants. Heureusement, grâce en grande partie au travail du Conseil et de ses membres afin de porter de telles préoccupations à l'attention des décideurs, le MAÉCD a publié au début de l'année 2015 la première *Politique de partenariat avec la société civile pour le développement international et l'aide humanitaire*. Cette politique comprend plusieurs des points soulevés par le CCCI et ses membres : la reconnaissance des OSC en tant qu'acteurs de développement indépendants, l'importance des Principes d'Istanbul et d'un environnement propice et un suivi annuel avec la société civile quant à la mise en œuvre des neuf objectifs de la Politique.

Via notre engagement auprès de réseaux mondiaux comme *CIVICUS*, *Reality of Aid* et le *CSO Partnership for Development Effectiveness*, nous sommes en mesure d'incorporer rapidement des enjeux et défis mondiaux émergents au sein de discussions nationales avec nos membres. Afin d'accroître la visibilité et de favoriser la discussion sur ces enjeux mondiaux, nous avons créé en 2014-2015 *Development Unplugged*, un blogue hébergé au Huffington Post Canada.

Alors que les chefs d'États se rencontrent aux Nations Unies en septembre 2015 afin d'adopter un nouveau programme universel de développement durable pour 2030, le CCCI est maintenant mieux positionné que jamais pour demander au gouvernement canadien de rendre des comptes quant à la mise en œuvre de ce programme. Le CCCI favorisera également la collaboration des OSC canadiennes face à ce nouveau contrat social mondial pour les populations et la planète. En travaillant ensemble, nous pouvons nous assurer que ce programme luttera contre la pauvreté et les inégalités en faisant preuve d'audace et d'ambition!



Jim Cornelius  
Président du C.A.



Julia Sánchez  
Présidente-directrice générale

# LE CCCI EN ACTION : 2014-2015

## LA POLITIQUE CANADIENNE DE L'AIDE ET LE RÔLE DU CANADA DANS LE MONDE

### CRÉER UN ESPACE POUR L'ÉPANOUISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Forum de haut niveau (FHN) du [Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement](#) (GPEDC) – la première rencontre ministérielle depuis le [Forum de haut niveau à Busan sur l'efficacité de l'aide](#) – s'est tenu en avril 2014 au Mexique. Sous le thème du « développement inclusif », le FHN a fait l'état du progrès des principes clés ayant émergé de Busan – résultats, transparence et reddition de comptes, appropriation locale et partenariats inclusifs – et a traité d'enjeux liés aux pays à revenu moyen, au secteur privé, à la coopération sud-sud, au partage des connaissances, aux États fragiles et à la mobilisation des ressources domestiques. Plus de 100 organisations de la société civile (OSC), incluant le CCCI, ont participé au FHN et le Forum des OSC aux côtés d'OSC internationales et mexicaines. Le CCCI a animé des discussions stratégiques pendant le forum des OSC et a présenté la mise en œuvre des Principes d'Istanbul au Canada – en s'appuyant sur sa contribution au rapport intitulé « [The Journey from Istanbul: Evidence on the Implementation of CSO DE Principles](#) ». Le CCCI participe au comité de coordination du [Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement](#) (POED) – qui représente la société civile au comité directeur du GPEDC – au nom de l'Amérique du Nord. Nous poursuivons notre travail autour du développement inclusif, des Principes d'Istanbul et de l'environnement propice pour la société civile.

Concernant le dernier point, l'année 2014-15 a été marquante pour notre secteur. En 2014, le MAÉCD a lancé une [Ébauche de la politique de partenariat avec la société civile](#), qui dresse les principes directeurs et les objectifs généraux du MAÉCD en termes d'engagement avec les OSC œuvrant en développement international et en aide humanitaire. Notre consultation exhaustive avec nos membres sur l'ébauche de la politique a permis de la peaufiner et de l'amender. Cela a permis de la rendre plus solide, claire et détaillée et de se rapprocher davantage des réalités, rôles et responsabilités des OSC canadiennes et de leurs partenaires. Le CCCI a aussi appuyé l'organisation de deux tables rondes avec le ministre Paradis et des représentants d'OSC, en lien avec ce processus de consultation.



Rencontre des leaders émergents lors du Forum annuel en mai 2014

À l'avenir, nous sommes confiants que cette politique permettra d'institutionnaliser un processus de dialogue avec le gouvernement, d'appuyer des mécanismes de financement diversifiés et flexibles pour les organisations humanitaires et de développement, de réaffirmer l'importance de l'engagement du public et de reconnaître les divers rôles des OSC en tant qu'acteurs de développement autonomes et à part entière. À cette fin, le CCCI a mis sur pied en 2014 trois groupes de travail ad hoc afin de développer des recommandations sur des enjeux politiques clés auxquels fait face le secteur – mécanismes de financement, engagement du public et secteur extractif.

Le groupe de travail sur le Programme de stages internationaux pour les jeunes s'est réuni à nouveau suite au renouvellement du programme par le gouvernement, afin de faire pression pour que les résultats soient rendus publics dans des délais raisonnables.

“ Je viens de lire la documentation sur la SMNE préparée par vous et votre équipe: bien fait! ”



Membres du CCCI et autres, à un événement public tenu pendant le Forum annuel

## VERS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'APRÈS-2015

En 2014, le CCCI a été choisi comme centre national canadien pour la [campagne Beyond 2015](#), une campagne mondiale de 1 300 organisations œuvrant pour un cadre fort et légitime qui succédera aux Objectifs du millénaire pour le développement. Cette année, le CCCI a rencontré régulièrement le groupe de travail de l'après-2015 au MAÉCD afin de mieux saisir les plans, priorités et positions du Canada entourant l'après-2015. En s'appuyant sur ces discussions et des recherches additionnelles, nous avons publié un document d'information intitulé « [Le cadre de développement pour l'après 2015 : processus international et priorités canadiennes](#) ». Ce document d'information examine le processus jusqu'à maintenant, l'état actuel du développement d'un cadre de développement de l'après-2015 et les priorités et positions canadiennes pour l'après-2015. Ce document fort populaire a été mis à jour périodiquement au cours de l'année 2014-15. Le CCCI a aussi échangé avec les OSC et académiciens au Canada et à l'étranger concernant ce processus et ce programme, ses implications et les priorités du Canada. En septembre 2014, nous avons organisé [une rencontre de la société civile avec Amina Mohammed](#), la conseillère spéciale du secrétaire général de l'ONU sur l'après-2015. Nous avons également présenté l'après-2015 via des webinaires, panels, conférences et ateliers régionaux.

La question du financement du programme de l'après-2015 a été un point majeur de la discussion en 2014-15 en prévision de la [Troisième conférence internationale sur le financement du développement](#).

Malheureusement, l'aide canadienne a continué de chuter drastiquement en 2014-15 atteignant 0,24 % du produit intérieur brut (PIB). Il s'agit d'un des pourcentages les plus bas depuis plus d'une décennie – une tendance que nous surveillons de près et sur lequel nous avons écrit un chapitre dans *Reality of Aid* et un second dans le [Budget fédéral alternatif](#). Le Canada souhaite maintenant aller au-delà de l'aide en mobilisant le financement du secteur privé. Dans le budget 2015-16, Ottawa a annoncé le lancement de l'Initiative de financement du développement afin d'associer prêts et subventions et offrir du financement aux compagnies à crédit limité. Le CCCI surveillera les développements de cette initiative afin de s'assurer de l'impact positif sur le développement durable.

## RÉUNIR LE SECTEUR POUR PLUS D'IMPACT

Lors de notre Forum des leaders en février, nous avons fait le lancement d'une campagne importante, "[On Peut Faire Mieux 2015](#)", afin de souligner l'importance de cette année pour les gens et la planète. La campagne demande un leadership fort de la part de tous les chefs politiques canadiens et du public, afin de contribuer à un monde durable et en paix. Nous avons profité de l'occasion pour rencontrer des stratèges politiques et des députés des trois principaux partis, afin de discuter de l'agenda de l'après-2015 et de l'importance d'une volonté politique clairement exprimée pour répondre aux trois thèmes de la campagne : changements climatiques, inégalités et droits des femmes. La campagne a également influencé une bonne partie de notre travail en prévision de l'élection fédérale 2015.

## APPROFONDIR DES ENJEUX POLITIQUES

Le rôle du secteur privé dans le domaine du développement est présentement un thème majeur en coopération internationale. Afin de mieux comprendre comment les membres se positionnent sur cet enjeu, le CCCI a [mené un sondage](#) en 2014-15. D'après les résultats, les OSC canadiennes collaborent avec le secteur privé, font la promotion (souvent locale) du développement du secteur privé, dialoguent avec les compagnies, et militent pour un cadre législatif plus fort afin d'encadrer les activités du secteur privé (souvent canadien et multinational). Le sondage a également permis d'évaluer les dynamiques clés de cet engagement et ce que les organisations planifient à l'avenir. Il a fait ressortir la grande portée, variété et complexité des différentes approches, a souligné l'expérience vaste et variée des OSC canadiennes avec le secteur privé et a identifié les priorités actuelles et changeantes des OSC impliquées en coopération internationale dans leur collaboration avec le secteur privé, ajoutant ainsi une nuance au débat.

## MIEUX COMMUNIQUER SUR LES ENJEUX MONDIAUX

Le CCCI a consolidé sa présence et sa collaboration avec les médias. Le Conseil demeure un acteur clé afin de commenter les enjeux mondiaux et le rôle du Canada dans le monde. Nous avons presque doublé le nombre de nos abonnés sur Facebook et Twitter. Nous avons également développé une trousse pour les médias sociaux dans le cadre de notre campagne On peut faire mieux 2015. Le CCCI a aussi partagé son expertise en communications avec les organisateurs de Place au débat, VOICES-VOIX et du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement.

Au cours de la dernière année, nous avons poursuivi notre travail de développement d'un nouveau discours pour le secteur avec le Groupe de travail sur les communications. Nous avons collaboré avec la Fondation Gates afin de partager les résultats sur les différentes perceptions de l'aide internationale et nous finaliserons en 2015-16 une Trousse d'outils sur le nouveau discours pour le secteur. Des communications régulières avec les membres via courriel continuent d'être un véhicule important pour partager des informations et mises à jour sur des enjeux clés du secteur, pour consulter nos membres sur des enjeux sensibles et pour prendre le pouls des membres sur une base régulière. De nouveaux outils marketing ont été développés afin d'informer et d'attirer de nouveaux membres. Le CCCI a également entamé un processus afin de revoir sa marque et son logo, incluant la création d'un nouveau site web.

"Ce 'Message de la Présidente' était extra, l'un des meilleurs articles écrits sur le sujet. Je vais le partager!"

"Toutes mes félicitations, pas seulement pour cet événement mais pour le véritable sens de progrès. Vous avez rajeuni le CCCI et l'ensemble de la communauté du développement, tout comme l'esprit d'engagement qui guide l'organisation."

# GROUPES DE TRAVAIL AVEC UNE PERSPECTIVE RÉGIONALE

## FORUM AFRIQUE-CANADA

En 2014-15, le FAC a organisé des activités d'apprentissage et de partage des connaissances, a créé des opportunités de dialogue et de consultation, et a favorisé l'engagement des membres. L'engagement est d'ailleurs à la hausse avec un solide comité de coordination et une nouvelle structure de six sous-comités pour des projets ad hoc. Lancé en novembre 2013, le bulletin bi-mensuel du FAC informe ses 230 abonnés sur des questions de développement en Afrique.

En plus du travail effectué sur les accords internationaux d'investissements avec les autres groupes de travail, le FAC a entamé des recherches en vue de contribuer à des documents d'information sur l'aide publique au développement en Afrique, qui seront publiés en 2015-16.

Le FAC a organisé un colloque de deux journées intitulé « [Construire des partenariats pour combattre l'inégalité : opportunités et défis pour les OSC africaines et canadiennes](#) ». L'événement a mis la table pour le débat sur les inégalités et a influencé les autres activités de l'année, en plus d'accroître l'engagement des membres du FAC sur cet enjeu.



Rencontre de groupes de la société civile africaine à Nairobi, Kenya

Le FAC a aussi organisé deux réunions avec la Direction de l'Afrique du MAÉCD, en avril et en octobre 2014, réunissant le personnel du MAÉCD et les membres du FAC. De plus, le FAC a accueilli des conférenciers internationaux et canadiens à des événements, qui visaient à approfondir le dialogue sur les politiques et la discussion entourant une variété de thèmes, incluant les mines artisanales au Sud Kivu (RDC) et le processus de l'après-2015 en Afrique. Les conférenciers étaient invités à rencontrer le personnel du MAÉCD. Nous avons également développé notre réseau, avons participé à des consultations avec la Coalition canadienne sur le changement climatique et le développement (C4D), à des réunions avec le Point de contact national de l'OCDE et à des activités du Humber College, du One World Film Festival et de l'Université de Montréal.

Au début de 2015, en prévision des élections fédérales, le FAC a rédigé une lettre avec des recommandations pour l'ensemble des plateformes électorales des partis politiques sur l'avenir des relations Afrique-Canada.

## GROUPE DE TRAVAIL ASIE-PACIFIQUE

Le GTAP compte trois nouveaux membres et a augmenté le nombre d'abonnés à son e-bulletin à 200. En collaboration avec d'autres groupes de travail régionaux du CCCI, le GTAP a contribué à un projet de recherche sur les accords d'investissements et les droits humains. Le coordonnateur du GTAP a présenté à six occasions les résultats de recherche préliminaires à des OSC, au personnel du MAÉCD et à des étudiants universitaires.

Le GTAP a organisé deux réunions entre les membres et le MAÉCD. Ces réunions, qui comprenaient des présentations générales du MAÉCD sur leurs priorités dans la région ainsi que des sessions en groupe par région, ont rassemblé plus de 180 personnes au total. Au printemps, les membres du groupe de travail ont également rencontré David Murchison, le représentant du Canada au sein du conseil d'administration de la Banque asiatique de développement (BAD) afin d'en apprendre davantage sur le rôle et les activités de la BAD. Des réunions régionales des membres ont également été organisées à Toronto et à Ottawa.

Divers événements d'apprentissage ont été organisés au cours de l'année. Nommons entre autres un événement sur les enjeux de protection des enfants et des pratiques prometteuses en Asie avec Vision mondiale Canada, ainsi qu'une présentation par Mary Ann Manahan (Focus on the Global South) à Ottawa sur des alternatives à la privatisation et à la commercialisation de l'eau et à l'accaparement des ressources en Asie. Le GTAP a aussi participé à l'organisation d'un événement sur la transition de l'urgence humanitaire vers un développement à long-terme aux Philippines et au Soudan du Sud ainsi qu'une table ronde au CRDI sur la politique de développement sur les travailleurs du Bangladesh et les chaînes d'approvisionnement.

Cette année marque également la création de trois groupes de discussion du GTAP – initiés par les membres et appuyés par le coordonnateur du GTAP – sur l'Afghanistan, l'Indonésie et les Philippines.

“Je tenais à vous dire que le service offert par le GTAP/CCCI dans la coordination des orgs canadiennes impliquées dans la réponse à la crise a été précieux pour notre organisation, tout comme ce sera le cas pour la réponse au Népal.”

## GROUPE D'ORIENTATION POLITIQUE POUR LES AMÉRIQUES

Cette année, le GOPA a poursuivi le dialogue et l'engagement médiatique sur des enjeux clés dans la région telles que les politiques et pratiques du Canada en matière de commerce et d'investissements, la justice et la reddition de comptes, et la protection des droits humains. Le GOPA a aussi collaboré avec les OSC à plusieurs initiatives conjointes ayant connu un grand succès.

Le GOPA a joué un rôle de premier plan dans l'organisation d'un atelier sur les droits humains en Colombie, qui a rassemblé des membres de trois coalitions : le GOPA, Common Frontiers et Congrès du travail du Canada. L'atelier avait pour but de renforcer la collaboration et la solidarité en Colombie, en s'appuyant sur les ressources et l'expertise de l'ensemble des membres des coalitions afin d'accroître la portée de notre travail. L'atelier a mené les trois coalitions à commander un projet de recherche sur les droits humains en Colombie et les liens avec le commerce et les investissements canadiens.

Le GOPA a collaboré avec 24 organisations afin de planifier une tournée nationale de Bertha Oliva, une militante respectée des droits humains affiliée à l'organisation COADEH du Honduras (Comité des proches de détenus et de disparus du Honduras), et a joué un rôle central de coordination, de planification et de mise en œuvre des événements basés à Ottawa.

Le GOPA a soulevé des préoccupations concernant des enjeux clés dans la région lors de réunions sur la Colline parlementaire. En octobre, le groupe de travail a rencontré des représentants politiques et membres du personnel des trois principaux partis politiques. Le GOPA et ses membres ont été approchés afin de donner leur point de vue sur la politique canadienne dans la région. Il a entre autres proposé des noms pour la liste de témoins dans le cadre de l'étude menée par le Comité permanent du commerce international sur l'accord de libre-échange Canada-Honduras.

Enfin, le GOPA a publié trois articles et deux lettres. Ceux-ci soulevaient entre autres des préoccupations quant aux ententes commerciales du Canada en Colombie et au Honduras et ont demandé au Canada de dénoncer l'impunité dans le cas des 43 étudiants disparus à Mexico. Le GOPA a organisé deux réunions qui rassemblaient des membres de partout au pays afin d'apprendre des expériences de conférenciers invités et de participer à des séances de planification stratégique. Le groupe a également rencontré des représentants politiques pour discuter des enjeux pressants dans la région.

“Merci au CCCI d’avoir impliqué le Réseau des leaders émergents dans le Forum des leaders. Ce furent deux journées passionnantes et je suis heureuse d’avoir pu participer, tout comme le RLE.”

## TISSER DES LIENS ET AGIR À TRAVERS LES COALITIONS

Le CCCI continue de s’impliquer activement sur de nombreux enjeux liés à l’aide et le développement international à travers des coalitions et des réseaux nationaux et internationaux. Ci-dessous se trouve la liste des coalitions dans lesquelles le Conseil s’est impliqué en 2014-15.

### Au-delà de 2015

Association canadienne d’études du développement international (ACÉDI)

Coalition canadienne sur le changement climatique et le développement (C4D)

Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)

CIVICUS

Réseau action climat (RAC)

### Common Frontiers (CF)

Partenariat des OSC pour l’efficacité du développement (POED)

Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA)

Réseau des leaders émergents (RLE)

L’Initiative d’Halifax (IH)

Imagine Canada

Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

### Abolissons la pauvreté

Réseau « Réalité de l’aide »

Voices-Voix

WASH Canada

Groupe de travail politique sur les droits des femmes

# ORGANISATIONS MEMBRES DU CCCI EN 2014-2015

- 
- Action Canada pour la population et le développement (ACPD)
  - Aide à l'enfance Canada
  - AidWatch Canada
  - Alberta Council for Global Cooperation (ACGC)
  - Amnistie internationale – section canadienne (anglophone)
  - Association des coopératives du Canada (ACC)
  - Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
  - Banque canadienne de grains
  - British Columbia Council for International Co-operation (BCCIC)
  - Canadian Christian Relief and Development Association (CCRDA)
  - Canadian Friends Service Committee
  - Canadian Lutheran World Relief
  - CARE Canada
  - Carrefour international
  - Centre d'études et de coopération internationale (CECI)
  - Centre international MATCH
  - Coalition inter-agences sida et développement
  - CODE Canada
  - CoDevelopment Canada (CoDev)
  - Collaboration santé internationale (CSI)
  - Congrès du travail du Canada
  - Comité central mennonite du Canada
  - Conseil atlantique pour la coopération internationale (ACIC)
  - Conseil des Canadiens avec déficiences
  - Conseil manitobain pour la coopération internationale (MCIC)
  - Conseil ontarien pour la coopération internationale (OCIC)
  - Croix-Rouge canadienne
  - Église unie du Canada
  - Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC)
  - Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains
  - Fondation Aga Khan Canada
  - Fondation canadienne contre la faim (CHF)
  - Fonds humanitaire des Métallos
  - Fonds de justice sociale de l'Alliance de la Fonction publique du Canada
  - Fonds du primat pour le secours et le développement mondial
  - Horizons d'amitié
  - Institut international Coady
  - Inter Pares
  - Jamaican Self-Help (JSH)
  - Jeunesse Canada Monde
  - KAIROS – Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
  - L'Initiative pour les micronutriments
  - L'Œuvre Léger
  - Mines alerte Canada
  - Mouvement fédéraliste mondial – Canada
  - Northern Council for Global Cooperation (NCGC)
  - Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
  - OXFAM Canada
  - OXFAM-Québec
  - Pacific Peoples' Partnership
  - PeaceGeeks
  - Plan international Canada
  - Presbyterian World Service and Development
  - Project Ploughshares
  - Protection mondiale des animaux
  - Radios rurales internationales
  - Résultats Canada
  - Saskatchewan Council for International Co-operation (SCIC)
  - Secours islamique Canada
  - Société canadienne de santé internationale
  - Société canadienne pour nourrir les enfants
  - SUCO – Solidarité Union Coopération
  - Syndicat canadien de la fonction publique
  - Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario – Fonds de la justice sociale
  - Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes
  - The Hunger Project
  - USC Canada
  - Victoria International Development Education Association (VIDEA)
  - Vision mondiale Canada
  - World Literacy Canada
  - World Relief Canada
  - World Renew
  - YMCA Canada

# CONSEIL ET PERSONNEL, STAGIAIRES ET BÉNÉVOLES

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCCI

(Au 31 mars 2015)

Heather McPherson

Jim Cornelius

Gervais L'Heureux

Sandeep Prasad

Jennifer Sloom

Lucien Royer

Laurie Cook

Norman MacIsaac

Gillian Barth

Kathryn Dingle

Jacqui Wasacase

Denise Byrnes

Sallah Hamdani

Amy Bartlett

## PERSONNEL DU CCCI

### DIRECTION

Julia Sánchez, Présidente-  
directrice générale

Anna Campos, Agente financière  
et administrative

### COMMUNICATIONS

Chantal Havard, Gestionnaire des  
communications

Pierre Laflamme, Consultant en TI

Charles Saliba-Couture, Adjoint  
aux communications

## PERSONNEL DU CCCI

### ÉQUIPE DES POLITIQUES

Fraser Reilly-King, Analyste  
principal des politiques

Denis Côté, Agent de programme,  
Groupe de travail Asie-Pacifique

Brittany Lambert, Agente de  
programme, Groupe d'orientation  
politique pour les Amériques

Kimberly MacMillan,  
Agente de programme, Forum  
Afrique-Canada et Groupe de  
travail Asie-Pacifique

### ENGAGEMENT DES MEMBRES

Michelle Bested, Agente de  
mobilisation des membres

**STAGIAIRE :** Joel Ladouceur,  
traduction

## BÉNÉVOLES :

Le CCCI tient à offrir ses sincères  
remerciements à tous les  
bénévoles, pour leur temps et leur  
dévouement, sans lesquels nous  
n'aurions pas été en mesure de  
réaliser tout ce que nous avons  
accompli en 2014-15.

Martha Hardacre

Cornelia Schrecker

Kai Nestman

Ivan Petrov

Katheryne Ruel St-Louis

Elizabeth Mengesha

Archana Bhatt

Esteban Becerra

Marie-Andree De Seve

Emilie MacIsaac

James Nelson

Angela Cristina Martinez Gomez

Mohamed Roble

Esmeralda Imale

Matthew Brocklehurst



PERSONNEL DU CCCI

# CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

## BILAN

de l'exercice terminé le 31 mars 2015

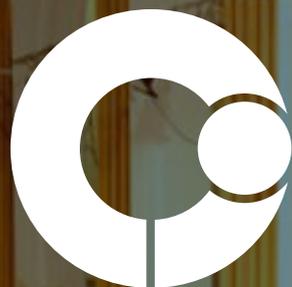
	2015	2014
	\$	\$
<b>ACTIFS</b>		
Actif à court terme		
Encaisse	289 013	398 267
Placements à court terme	216 330	216 330
Avances aux coalitions et autres recevables	38 227	26 978
Contributions à recevoir	105 570	22 100
Frais payés d'avance	7 175	13 768
	656 315	67 443
Actif à long terme	18 513	
Immobilisations		17 736
	674 828	695 179
<b>PASSIFS</b>		
Passif à court terme		
Fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation	39 589	24 390
Contributions différées et frais d'adhésion	81 724	91 887
	121 313	116 277
<b>ACTIFS NETS</b>		
Fonds Betty Plewes	4 666	4 666
Investi dans les immobilisations	18 513	17 736
Fonds de réserve affecté	235 000	235 000
Surplus non affecté	295 336	321 500
	553 515	578 902
	674 828	695 179

# CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

## RECETTES ET DÉPENSES

de l'exercice terminé le 31 mars 2015

	2015 \$	2014 \$
<b>RECETTES</b>		
Cotisations des membres	459 857	436 138
Centre de recherches pour le développement international	207 579	194 968
Contributions des groupes de travail	105 518	83 728
Autres subventions et contributions	43 640	24 682
Droits d'inscription	42 988	29 568
Autres revenus (dons, transferts d'organismes, frais pour services rendus)	62 912	50 985
Intérêt	6 937	4 883
	929 431	824 952
<b>DÉPENSES PAR PROGRAMME</b>		
(Renseignements complémentaires : Dépenses par catégorie, y compris les investissements stratégiques)		
Coûts de personnel	533 023	417 606
Coûts administratifs, dont le C.A.	130 223	127 252
Coûts des programmes		
Activités liées à la recherche, aux conférences et aux ateliers	131 276	131 684
Travail sur les politiques	39 641	41 470
Communication	21 471	29 838
Engagement des membres (AGA, ateliers et séminaires)	5 392	4 849
Activités des groupes de travail	45 060	54 752
Direction générale	8 303	13 278
Projets spéciaux	14 999	5 000
	929,388	825,729
Insuffisance des recettes sur les dépenses résultant des opérations courantes	43	(777)
Investissements stratégiques spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté	25 430	31 539
Insuffisance des recettes sur les dépenses	(25 387)	(32 316)



CCIC

Conseil canadien pour la coopération internationale  
39 avenue McArthur Ottawa, ON, K1L 8L7  
Tél : (613) 241-7007 Fax : (613) 241-5302  
info@ccic.ca

Conception visuelle du rapport par : phivedesign

CCIC.CA